

Financer nos PME-ETI pour rester dans la course



Un monde qui se régionalise, une Europe qui s'interroge

Après trois décennies de mondialisation accélérée, le monde se recompose. Les chaînes de valeur se rapprochent, les flux d'investissement se redéploient, les États redécouvrent la souveraineté économique. La recontinentalisation n'est plus un concept théorique : elle structure déjà les décisions industrielles et financières.

Dans ce contexte, l'Europe fait face à une réalité nouvelle : certains capitaux internationaux se montrent plus sélectifs, plus exigeants, parfois plus volatils. La concurrence pour attirer les investissements s'intensifie, et la France n'échappe pas à cette pression accrue.

L'épargne française : une force encore sous-exploitée

Le paradoxe est connu : la France dispose d'une épargne abondante – l'une des plus élevées d'Europe – mais en consacre encore une part insuffisante au financement direct de ses PME et ETI. Or ce sont elles qui portent l'essentiel de l'emploi industriel, de l'innovation et de la vitalité de nos territoires.

La question mérite d'être posée clairement : combien d'opportunités industrielles, technologiques ou environnementales échappent aujourd'hui à notre pays faute d'un environnement suffisamment incitatif pour les investisseurs de long terme ? Combien d'entreprises prometteuses se tournent vers des capitaux étrangers non par stratégie, mais par nécessité ?

Des atouts structurels trop souvent sous-estimés

La France ne manque pourtant pas d'arguments. Sa main-d'œuvre est qualifiée, productive, reconnue dans les secteurs industriels comme dans les services à forte valeur ajoutée. Ses infrastructures de transport et de télécommunications figurent parmi les plus performantes d'Europe. Son mix énergétique, largement décarboné, constitue un avantage comparatif décisif à l'heure de la transition climatique. Son système bancaire est solide et structurant. Sa capacité d'innovation irrigue l'ensemble du territoire.

Surtout, la France dispose d'un tissu dense de PME et d'ETI industrielles, souvent familiales, profondément ancrées dans leurs régions. Ces entreprises ne demandent pas à être transformées en actifs standardisés. Elles recherchent des partenaires capables de respecter leur identité, d'accompagner leur croissance et de consolider leur position sans les déraciner.

Ne pas laisser filer nos opportunités industrielles

Dans le même temps, l'Allemagne et l'Italie démontrent une capacité remarquable à mobiliser leurs capitaux domestiques au service de leurs champions industriels. La compétition est désormais continentale. Elle porte autant sur les capacités productives que sur les flux financiers qui les soutiennent.

Il ne s'agit pas de céder à une logique de fermeture, mais de renforcer nos bases. De créer un cadre stable et lisible pour encourager l'investissement de long terme. De mobiliser davantage notre épargne au service de notre économie réelle.

Mobiliser un capital ancré dans les territoires

Chez GENEEO Capital Entrepreneur, nous constatons chaque jour l'appétit de dirigeants prêts à accélérer, à innover, à consolider leurs marchés. Ce qui leur manque parfois, ce n'est ni la vision ni l'énergie, mais un capital patient, aligné sur leurs cycles industriels et respectueux de leur ancrage territorial.

La recontinentalisation du monde peut être perçue comme une contrainte. Elle peut aussi devenir une opportunité stratégique. À condition de réengager nos capitaux dans nos territoires, de faire confiance à nos entreprises et d'assumer collectivement que la souveraineté économique ne se décrète pas : elle se finance.

François Rivolier, co-fondateur du fonds GENEEO Capital Entrepreneur